



PrairiesCan

2021-2022

États financiers
(non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022



Développement économique Canada pour les Prairies

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2022 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de PrairiesCan. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de PrairiesCan concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de PrairiesCan soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à déterminer les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

PrairiesCan peut faire l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor

Entretemps, PrairiesCan a entrepris une auto-évaluation du système de CIRF pour l'exercice terminé le 31 mars 2022, conformément à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor, et les résultats sont résumés dans l'annexe.

Les états financiers de PrairiesCan n'ont pas fait l'objet d'un audit.



Dylan Jones, président par intérim

Edmonton, Canada

2022-09-02

Date



Digitally signed by Cheema,
Sundeep
Date: 2022.09.02 10:10:17 -06'00'

Sundeep Cheema, dirigeant principal des finances

Date

Développement économique Canada pour les Prairies

État de la situation financière (*non audité*)

au 31 mars

(en dollars)

	2022	2021
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	130 706 419 \$	109 126 277 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	2 646 932	3 009 437
Avantages sociaux futurs (note 5)	844 061	1 159 944
Total des passifs bruts	134 197 412	113 295 658
Total des passifs nets	134 197 412	113 295 658
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	130 633 660	108 961 514
Débiteurs et avances (note 6)	87 981	164 931
Prêts (note 7)	346 551 852	272 996 112
Total des actifs financiers bruts	477 273 493	382 122 557
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 6)	(15 554)	0
Prêts (note 7)	(346 551 852)	(272 996 112)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(346 567 406)	(272 996 112)
Total des actifs financiers nets	130 706 087	109 126 445
Dette nette ministérielle	3 491 325	4 169 213
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 8)	1 931 984	1 711 082
Total des actifs non financiers	1 931 984	1 711 082
Situation financière nette ministérielle	(1 559 341) \$	(2 458 131) \$

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Dylan Jones, président par intérim
Edmonton, Canada

2022-09-02

Date



Digitally signed by
Cheema, Sundeep
Date: 2022.09.02
12:34:53 -06'00'

Sundeep Cheema, dirigeant principal des finances

Date

Développement économique Canada pour les Prairies

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2022	2022	2021
	Résultats prévus		
Charges			
Initiatives communautaires	114 097 372 \$	141 154 718 \$	276 003 961 \$
Innovation	80 234 109	80 372 412	71 639 038
Croissance des entreprises	50 747 863	54 214 340	71 701 880
Services aux entreprises	43 378 665	46 382 944	287 446 380
Services internes	14 058 621	16 003 955	16 168 921
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(5 504 180)	(56 315 607)	(159 107 721)
Total des charges	297 012 450	281 812 762	563 852 459
Revenus			
Services offerts à d'autres ministères	0	1 384 298	0
Intérêt	203 536	172 977	162 683
Autre	1 120	1 226	15
Amortissement d'escompte	1 419 890	0	0
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(1 623 516)	(1 557 391)	(162 698)
Total des revenus	1 030	1 110	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	297 011 420	281 811 652	563 852 459
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		255 048 263	524 655 701
Variations des montants à recevoir du Trésor		21 672 146	32 253 036
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)		5 977 824	6 422 026
Éléments d'actifs et de passifs transférés entre ministères (note 11)		12 209	11 052
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		(898 790)	510 644
Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice		(2 458 131)	(1 947 487)
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice		(1 559 341) \$	(2 458 131) \$

Information sectorielle (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies
État de la variation de la dette nette ministérielle (non audité)
Pour l'exercice terminé le 31 mars
(en dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(898 790) \$	510 644 \$
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	226 030	543 275
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>(5 128)</u>	<u>(13 367)</u>
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	220 902	529 908
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	(677 888)	1 040 552
Dette nette ministérielle - début de l'exercice	4 169 213	3 128 661
Dette nette ministérielle - fin de l'exercice	<u>3 491 325</u> \$	<u>4 169 213</u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies

État des flux de trésorerie (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	281 811 652 \$	563 852 459 \$
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(5 128)	(13 367)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)	(5 977 824)	(6 422 026)
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	(92 504)	(151 112)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	(21 580 142)	(32 110 178)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	362 505	(1 100 185)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	315 883	67 887
Transfert de biens d'autres ministères (note 11)	(12 209)	(11 052)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	<u>254 822 233</u>	<u>524 112 426</u>
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	226 030	543 275
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	<u>226 030</u>	<u>543 275</u>
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	<u>255 048 263</u> \$	<u>524 655 701</u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Mandat et objectifs

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été fondé en 1987 afin de promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, et de faire valoir les intérêts de l'Ouest dans l'établissement et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques nationaux. Le 6 août 2021, le gouvernement du Canada a lancé l'Agence de développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan), en tant que nouvelle agence fédérale de développement économique régional pour la Colombie-Britannique, et Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan), en tant que nouvelle agence de développement économique régional pour les entreprises et les collectivités de l'Alberta, de la Saskatchewan, et du Manitoba. Le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, est responsable de l'organisation.

Le mandat de PrairiesCan, qui découle de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, consiste à développer et à diversifier l'économie de l'Ouest canadien. Ce vaste mandat permet à PrairiesCan de mettre en œuvre un large éventail d'initiatives dans les provinces des Prairies et d'effectuer des investissements stratégiques pour tirer parti des avantages concurrentiels régionaux et contribuer à la croissance de l'économie de l'Ouest.

PrairiesCan possède des bureaux dans chacune des trois provinces des Prairies, et à Ottawa. Son assise dans l'Ouest permet au Ministère de favoriser de solides partenariats avec des organisations économiques et communautaires, des établissements de recherche et d'enseignement universitaire, des peuples autochtones ainsi que les provinces et les municipalités. Ces relations aident PrairiesCan à refléter les perspectives de l'Ouest dans le cadre de la prise de décisions nationales.

PrairiesCan promeut la croissance et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien en encourageant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en promouvant l'adoption de technologies propres et d'une croissance inclusive.

Les programmes suivants contribuent à l'atteinte du résultat stratégique de PrairiesCan :

- **Innovation** : Les entreprises de l'Ouest canadien sont novatrices;
- **Croissance des entreprises** : Les entreprises de l'Ouest canadien sont compétitives et elles exportent leurs produits et services;
- **Services aux entreprises** : Les entreprises de l'Ouest canadien ont accès à des services de consultation et à du capital;
- **Initiatives communautaires** : Les collectivités de l'Ouest canadien disposent des infrastructures publiques et des programmes d'aide au redressement nécessaire pour stimuler la croissance économique
- **Services internes** : Un soutien efficace et performant favorisant l'obtention du résultat stratégique du Ministère.

Développement économique Canada pour les Prairies

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers sont préparés conformément aux politiques comptables du Ministère énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des politiques comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Autorisations parlementaires

PrairiesCan est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à PrairiesCan ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2021-2022. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2021-2022.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

PrairiesCan fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le Ministère est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par PrairiesCan sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement.

(c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que PrairiesCan a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

(d) Revenus

Les revenus sont constatés pendant la période au cours de laquelle survient l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne peuvent être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de PrairiesCan. Bien que l'on s'attende à ce que les administrateurs généraux maintiennent le contrôle comptable, ils n'ont pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

(e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des employés sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

(f) Avantages sociaux futurs

- I. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), un régime de retraite multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de PrairiesCan au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Ministère découlant du régime. La responsabilité du Ministère relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- II. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés admissibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont tiré aucune indemnité est calculée à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(g) Débiteurs et prêts

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et, lorsqu'il est jugé nécessaire, sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêts. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

(h) Actifs non financiers

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 8. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

(i) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou de plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

En ce qui concerne les garanties, une provision est comptabilisée lorsqu'il est déterminé qu'une perte est probable, et le montant de la provision est estimé en tenant compte de la nature de la garantie, de l'historique des pertes et des conditions existantes. La provision est révisée de façon continue, et les variations dans le montant de la provision sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont connues.

(j) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou de plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

(k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances et l'expérience historique et la conjoncture économique générale et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'escompte non amorti lié aux contributions remboursables sans condition. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

(I) Opérations entre entités apparentées

Les opérations entre entités apparentées, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

PrairiesCan reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de PrairiesCan pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2022	2021
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	281 811 652 \$	563 852 459 \$
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(5 128)	(13 367)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(5 977 824)	(6 422 026)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	362 505	(1 100 185)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	315 883	67 887
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	1 410 674	754 310
Remboursement de charges des exercices antérieurs	7 824 677	327 639
Services offerts à d'autres ministères	(1 384 298)	0
Autres	1 063	0
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	2 547 552	(6 385 742)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	226 030	543 275
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	147 261 390	349 413 539
Hausse des avances aux employés	7 296	74 415
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	147 494 716	350 031 229
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	431 853 920 \$	907 497 946 \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Autorisations fournies et utilisées

	2022	2021
	(en dollars)	
Autorisations fournies :		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	53 654 075 \$	52 974 033 \$
Crédit 5 - Paiements de transfert	479 914 586	526 561 434
Montants législatifs	5 091 726	477 815 587
Moins :		
Périmés : Fonctionnement	(7 690 430)	(5 735 026)
Périmés : Paiements de transfert	(99 116 037)	(144 078 834)
Périmés : Montants législatifs	0	(39 248)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	431 853 920 \$	907 497 946 \$

4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de PrairiesCan :

	2022	2021
	(en dollars)	
Crédoiteurs - autres ministères et organismes	1 506 411 \$	1 130 312 \$
Crédoiteurs - parties externes	126 533 148	105 573 173
Total des crédoiteurs	128 039 559	106 703 485
Charges à payer	2 666 860	2 422 792
Total des crédoiteurs et des charges à payer	130 706 419 \$	109 126 277 \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de PrairiesCan participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services ouvrant droit à pension multipliée par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que PrairiesCan versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime en date du 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2021-2022 s'élève à 3 436 980 \$ (3 672 265 \$ en 2020-2021). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,01 fois en 2020-2021) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2020-2021) les cotisations des employés.

La responsabilité de PrairiesCan relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés de PrairiesCan étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la quasi-totalité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2018, pratiquement tous les paiements avaient été effectués. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et, par conséquent, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevées sur les autorisations futures.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

Les changements dans les obligations durant l'année sont les suivantes :

	2022	2021
	(en dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	1 159 944 \$	1 227 831 \$
Charge pour l'exercice	(210 055)	281 307
Prestations versées pendant l'exercice	(105 828)	(349 194)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	844 061 \$	1 159 944 \$

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des soldes des débiteurs et des avances de PrairiesCan :

	2022	2021
	(en dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes	57 036 \$	79 702 \$
Débiteurs - parties externes	15 722	168
Avances aux employés	15 223	85 061
Débiteurs bruts	87 981	164 931
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(15 554)	0
Débiteurs nets	72 427 \$	164 931 \$

Des avances aux employés totalisant 12 209 \$ ont été transférées d'autres ministères à PrairiesCan durant l'exercice 2021-2022 (11 052 \$ en 2020-2021). Consulter la note 11 pour obtenir de plus amples détails.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

7. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts et des contributions remboursables sans condition de PrairiesCan :

	2022	2021
	(en dollars)	
Prêts		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	634 117 469 \$	506 307 843 \$
Intérêt couru - Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	824 992	398 228
Moins : Escompte non amorti	(39 943 597)	(19 051 671)
Sous-total	594 998 864	487 654 400
Paiements de transfert recouvrables	101 346	272 316
Sous-total	595 100 210	487 926 716
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(248 548 358)	(214 930 604)
Prêts bruts	346 551 852	272 996 112
Prêts en cours détenus pour le compte du gouvernement	(346 551 852)	(272 996 112)
Prêts nets	0 \$	0 \$

Contributions remboursables sans condition

Les contributions remboursables sans condition correspondent à 5 429 prêts non productifs d'intérêt émis entre les années 2010 et 2022, et comportant des modalités de remboursement prescrites. Les prêts sont consignés à leur valeur actualisée nette tenant compte du taux d'intérêt du marché au moment de l'octroi du prêt. Une provision de 247 753 853 \$ (214 757 977 \$ en 2020-2021) a été constatée.

En ce qui concerne l'intérêt facturé sur les paiements de transfert à remboursement sans condition, une provision de 693 159 \$ (172 627 \$ en 2020-2021) a été constatée.

Paiements de transfert recouvrables

Les paiements de transfert recouvrables se rapportent aux paiements effectués à des parties extérieures qui sont remboursables selon les conditions spécifiées dans l'accord de contribution qui a été conclu. Une allocation de 101 346 \$ (0 \$ en 2020-2021) a été enregistrée.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Machines et matériel	10 ans
Logiciels informatiques	7 ans
Améliorations locatives	Durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue
Immobilisations en construction	Lorsque mis en service, selon la catégorie de biens

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

Catégorie d'immobilisations	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements	Aliénations et radiations	Soide de clôture	Amortissement	Ajustements	Aliénations et radiations	Soide de clôture	2022	2021
Machines et matériel	109 806 \$	0 \$	0 \$	14 253 \$	95 553 \$	5 128 \$	0 \$	14 253 \$	61 224 \$	34 329 \$	39 457 \$
Logiciels informatiques	1 885 642	0	0	11 690	1 873 952	0	0	11 690	1 873 952	0	0
Améliorations locatives	29 720	0	0	0	29 720	0	0	0	29 720	0	0
Immobilisations en construction	1 671 625	226 030	0	0	1 897 655	0	0	0	1 671 625	1 897 655	1 671 625
Total	3 696 793 \$	226 030 \$	0 \$	25 943 \$	3 896 880 \$	5 128 \$	0 \$	25 943 \$	1 964 896 \$	1 931 984 \$	1 711 082 \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de PrairiesCan peuvent donner lieu à des obligations et à des contrats pluriannuels de grande envergure en vertu desquels le Ministère sera tenu d'effectuer des paiements pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2023	2024	2025	2026	2027 et ultérieurs	Total
						(en dollars)
Paiements de transfert						
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	118 619 566 \$	15 538 464 \$	10 365 904 \$	7 938 540 \$	30 972 850 \$	183 435 324 \$
Programme de développement des collectivités	17 421 615	17 421 615	17 421 615	17 421 615	0	69 686 460
Programme de croissance par l'innovation régionale (connu sous le nom de croissance économique régionale par l'innovation)	113 621 850	59 128 082	29 498 214	0	0	202 248 146
L'Initiative pour les femmes entrepreneurs	975 000	975 000	975 000	975 000	0	3 900 000
Total	250 638 031 \$	93 063 161 \$	58 260 733 \$	26 335 155 \$	30 972 850 \$	459 269 930 \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Opérations entre entités apparentées

En vertu du principe de propriété commune, PrairiesCan est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

PrairiesCan conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, PrairiesCan a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux installations et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'État des résultats et de la situation financière nette de PrairiesCan :

	2022	2021
	(en dollars)	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	3 548 815 \$	3 345 320 \$
Installations	2 429 009	3 076 706
Total	5 977 824 \$	6 422 026 \$

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette de PrairiesCan.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Administration de programmes pour le compte d'autres ministères

En vertu d'une lettre d'entente interministérielle signée avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) le 16 avril 2019, PrairiesCan administre l'Initiative de partenariats stratégiques pour les collectivités autochtones afin de participer au développement de l'énergie propre. Pendant l'année, PrairiesCan a engagé des dépenses de 893 125 \$ (1 645 131 \$ en 2020-2021) pour l'initiative sur l'énergie propre. Ces dépenses sont reflétées dans les états financiers du ministère des Services aux Autochtones Canada (SAC), anciennement connu sous le nom de MAINC, et ne sont pas enregistrées dans les présents états financiers.

	2022	2021
	(en dollars)	
Initiative sur les partenariats stratégiques	893 125 \$	1 645 131 \$
Total	893 125 \$	1 645 131 \$

(c) Autres opérations avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux

	2022	2021
	(en dollars)	
Débiteurs	57 036 \$	79 702 \$
Créditeurs	1 506 411	1 130 312
Charges	831 159	1 455 382
Revenus	1 384 298	0

Les dépenses et les revenus inscrits à la section (c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Transferts en provenance et à destination d'autres ministères

	2022	2021
	(en dollars)	
Actif :		
Débiteurs et avances (note 6)		
Transféré de Ressources naturelles Canada	(4 575) \$	0 \$
Transféré de Parcs Canada	(4 041)	0
Transféré d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada	(2 565)	(1 779)
Transférés de Services aux Autochtones Canada	(552)	(1 809)
Transféré d'Emploi et Développement social Canada	(436)	0
Transféré de Justice Canada	(36)	0
Transféré de la Chambre des communes du Canada	(18)	0
Transféré de la Régie de l'énergie du Canada	(8)	0
Transféré de Patrimoine canadien	(3)	0
Transféré à Environnement et Changement climatique Canada	25	0
Transférés de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada	0	(6 384)
Transférés du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	0	(561)
Transféré de Services publics et Approvisionnement Canada	0	(416)
Transférés du Bureau du Conseil privé	0	(103)
Ajustement à la situation financière nette ministérielle	(12 209) \$	(11 052) \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

12. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de PrairiesCan. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables ». Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Initiatives communautaires	Innovation	Croissance des entreprises	Services aux entreprises	Services internes	2022 Total	2021 Total
Paiements de transfert							
Organismes sans but lucratif	50 118 517 \$	56 010 495 \$	22 132 115 \$	36 818 477 \$	0 \$	165 079 604 \$	435 095 462 \$
Industrie	34 736 528	4 632 358	12 864 788	0	0	52 233 674	69 173 590
Autres paliers de gouvernement au Canada	27 796 921	1 063 397	0	0	0	28 860 318	15 531 029
Respect des conditions associées aux paiements de transfert	(167 833)	0	0	0	0	(167 833)	0
Total - Paiements de transfert	112 484 133	61 706 250	34 996 903	36 818 477	0	246 005 763	519 800 081
Charges de fonctionnement							
Salaires et avantages sociaux des employés	5 351 217	14 432 675	8 931 722	6 015 476	11 378 393	46 109 483	47 589 687
Dépense pour mauvaises créances	22 975 552	2 338 428	9 665 548	0	0	34 979 528	143 699 034
Services professionnels et spécialisés	12 931	916 589	143 705	3 163 267	1 720 168	5 956 660	6 278 887
Installations	314 800	765 624	434 064	306 297	608 224	2 429 009	3 076 706
Location	1 970	6 136	4 390	6 102	963 724	982 322	716 595
Information	720	78 393	1 158	42 692	710 364	833 327	832 242
Acquisition de machines et matériel	4 214	13 517	8 022	6 222	338 246	370 221	614 559
Transport et communication	5 235	91 563	19 620	18 229	167 017	301 664	233 724
Services publics, fournitures et approvisionnement	3 676	22 195	8 560	5 751	102 056	142 238	64 524
Réparations et entretien	270	1 042	648	431	8 510	10 901	40 333
Amortissement des immobilisations corporelles	0	0	0	0	5 128	5 128	13 367
Autres	0	0	0	0	2 125	2 125	441
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(30 438 947)	(6 956 250)	(18 920 410)	0	0	(56 315 607)	(159 107 721)
Total - Charges de fonctionnement	(1 768 362)	11 709 912	297 027	9 564 467	16 003 955	35 806 999	44 052 378
Total - Charges	110 715 771	73 416 162	35 293 930	46 382 944	16 003 955	281 812 762	563 852 459
Revenus							
Services offerts à d'autres ministères	0	0	0	0	1 384 298	1 384 298	0
Intérêt	32 997	139 968	12	0	0	172 977	162 683
Autres	91	436	250	148	301	1 226	15
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(32 997)	(140 043)	(42)	0	(1 384 309)	(1 557 391)	(162 698)
Total - Revenus	91	361	220	148	290	1 110	0
Coût net des activités poursuivies	110 715 680 \$	73 415 801 \$	35 293 710 \$	46 382 796 \$	16 003 665 \$	281 811 652 \$	563 852 459 \$





Résumé de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne des rapports financiers et plan d'action de Développement économique Canada pour les Prairies pour l'exercice 2021–2022 (non audité)

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers (non audité)

1. Introduction

Afin de maintenir l'efficacité du système de contrôle interne, Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) évalue chaque année ses mécanismes de contrôle financier pour s'assurer :

- que les ententes financières ou les contrats sont conclus seulement si le financement est adéquat;
- que le paiement des biens et des services est effectué uniquement après réception des biens et services commandés ou que les conditions des contrats ou autres ententes ont été remplies;
- que les paiements ont été autorisés comme il se doit.

PrairiesCan exploitera les résultats des exercices d'auto-évaluation prévus en plus des audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général. Vous trouverez ci-dessous le sommaire des résultats de l'auto-évaluation effectuée durant l'exercice 2021–2022.

2. Résultats de l'évaluation pour l'exercice 2021–2022

Dans l'ensemble, les contrôles relatifs au paiement des biens et services et au pouvoir de paiement fonctionnaient bien et constituent une base adéquate pour le système de contrôle interne du Ministère.

Durant l'année en cours, aucun contrôle important n'a été modifié de manière importante et n'a nécessité une réévaluation.

Le Ministère a mené ses activités de surveillance continue de la manière suivante :

- Réalisées comme prévu, des mesures correctives ayant été amorcées – Délégation des pouvoirs de dépenser et des pouvoirs financiers, accueil et avances comptables.
- Les plans d'action seront achevés d'ici le 31 décembre 2022.

3. Plan d'évaluation

PrairiesCan continuera de surveiller le rendement de son système de contrôle interne, se concentrant sur les contrôles de base liés aux transactions financières. Le Ministère s'occupera d'apporter les mesures correctives proposées.